

CONFÉRENCE DE JEAN PAUL ELUTHER DONNÉE LE 29 MARS 2012 AU KIWANI CLUB À JARRY BAIE MAHAULT

Dans la vie, il y a deux catégories d'individus : ceux qui regardent le monde tel qu'il est et se demandent pourquoi. Ceux qui imaginent le monde tel qu'il devrait être et se disent : pourquoi pas ?

George-Bernard SHAW

LA SOCIÉTÉ INTERNATIONALE ENTRE CHANGEMENT ET CONTINUITÉ

Je voudrais tout d'abord saluer tous les invités qui sont venus pour participer à ce moment de réflexion que je souhaite riche pour nous tous.

Je voudrais aussi remercier les animateurs du club qui m'ont fait l'honneur de me convier à partager avec leurs membres cet exercice intellectuel qui est je l'avoue humblement d'une grande complexité .J'essaierai bien entendu de répondre à leur attente en étant le plus pédagogique possible malgré l'aridité du sujet .

Le titre de ma conférence est le monde entre changement et continuité .

Dans le langage courant, les expressions monde , communauté, société ou système international sont employées indifféremment. Or ces expressions ne désignent pas exactement la même chose. Le terme de société désigne un lien dans lequel les membres sont unies ou opposé par des liens d'intérêts. Le terme de communauté désigne un lien dans lequel les membres sont unis par des liens affectifs et harmonieux. J'utiliserai surtout le terme de société internationale encore dominée par les rapports inter_étatiques car il me semble plus approprié pour le sujet que je vais traiter.La Société internationale ne dispose pas d'un tissu institutionnel, d'un gouvernement mondial démocratique, capable d'imposer la paix par la force du droit. Elle forme donc une sorte d'état intermédiaire entre le chacun pour soi (état de nature) et le tous pour un (état de communauté). La société internationale contemporaine se caractérise par son ambivalence entre régulation et anarchie, ordre et désordre. Elle conserve encore un caractère inter-étatique mais possède déjà un caractère transnational. Cette société est parcourue par deux courants

apparemment contradictoires, la mondialisation et la fragmentation. Organisée en institutions, elle est régie par une série de règles encadrant le comportement des États qui ne les respectent pas toujours. Cette société balance entre régulation et anarchie, ordre et désordre, changement et continuité . L' État reste la composante essentielle d'une société de coexistence entre États souverains. Mais la réalité contemporaine des relations internationales révèle déjà la présence d'une société transnationale dont les acteurs développent leurs activités par delà des frontières submergées par des mouvements irrésistibles d'hommes, de capitaux de marchandises licites ou illicites, de terroristes ou de trafiquants .

Depuis le début du 21 siècle, que nous faisons débuter en 1991 date de la chute du mur de Berlin qui confirme la disparition de L' URSS , la société internationale a beaucoup changé tout en restant elle même c'est à dire conforme aux dynamiques qui l'enserrent depuis bien longtemps. Elle a connu de nombreux changements mais qui se sont mis en place dans le cadre de la continuité .Ces évolutions profondes sont encore difficiles à conceptualiser d'où le désarroi des citoyens. Nous vous proposons dans notre réflexion de dégager ces dynamiques de changement et de continuité au travers des caractéristiques ou plus exactement de certaines caractéristiques de cette société mondiale en devenir . Sans prétendre à l'exhaustivité , nous mettrons l'accent sur cinq points qui nous paraissent suffisants pour donner des explications à tous et des outils afin qu'ils puissent mieux comprendre le monde dans le quel nous vivons et mieux intervenir pour éventuellement le changer. Ces cinq caractéristiques sont la fin de la guerre froide et l'émergence d'un nouveau système de relations internationales (I) , la densification des relations internationales par la multiplication des acteurs (II),l'accroissement des inégalités entre nations (III) , la mondialisation (IV), l'apparition d'une conscience écologique (V) .

La société internationale a vu la fin de la guerre froide et l'émergence d'un nouveau système de relations internationales dominé par les États unis

La fin de la guerre froide a pour conséquence de faire émerger sur la scène mondiale une seule grande puissance les états unis d'Amérique. La fin des régimes communistes a marqué aussi la fin de l'espérance d'un système alternatif au capitalisme qui avait été un moteur à de nombreuses luttes sociales dans le monde. La guerre froide est la période de tensions et de confrontations idéologiques et politiques entre les deux superpuissances que furent les États-Unis et l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) et leurs alliés entre 1947 et 1991, année de l'implosion de l'URSS et de la dissolution du Pacte de Varsovie. C'est en 1945, sous la plume de l'écrivain anglais George Orwell, que l'expression « Cold War » apparaît pour la première fois. Elle est reprise en 1947 par l'homme d'État américain Bernard Baruch. Elle est vite popularisée par le journaliste Walter Lippmann. D'après Raymond

Aron, il s'agissait d'une « guerre limitée » ou d'une « paix belliqueuse » dans un monde bipolaire où les belligérants évitaient l'affrontement direct d'où son expression : « Paix impossible, guerre improbable ». De nombreux conflits, depuis la guerre de Corée, jusqu'à la guerre d'Afghanistan, ont illustré l'opposition indirecte entre Soviétiques et Américains, avec la participation de leurs alliés respectifs. Les pays du tiers monde de leur côté tels que l'Inde de Nehru, l'Égypte de Nasser et la Yougoslavie de Tito formèrent pour un temps le mouvement des non-alignés qui proclamait leur neutralité et jouait sur la rivalité entre les blocs pour obtenir des concessions.

Affaiblie par les attaques américaines, et notamment par sa politique d'armement extensive, l'Union soviétique perd progressivement de sa suprématie. Malgré les nombreuses réformes mises en place par Gorbatchev, l'URSS s'effondre en 1991. La chute du communisme soviétique marqua la fin d'une ère qui opposait deux systèmes. Cet événement fut considéré comme la victoire d'un système sur l'autre et donc l'avènement de la démocratie libérale.

Les conséquences de l'effondrement de l'URSS furent profondes. En effet, jusqu'à la fin des années 80, les relations internationales sont profondément marquées par la bipolarisation issue de la Seconde Guerre mondiale. Entre 1987 et 1991, ce système bipolaire disparaît. Privés d'ennemis, les Etats-Unis désormais seule superpuissance repensent leur politique étrangère. Dès 1991, le président américain G. Bush assigne à son pays la tâche de refonder « un nouvel ordre mondial sur des bases plus conformes aux principes et aux valeurs de la démocratie ». « Maintenant, nous voyons apparaître un nouvel ordre mondial [...], un monde où les Nations Unies, libérées de l'impasse de la guerre froide, sont en mesure de réaliser la vision historique de leurs fondateurs. Un monde dans lequel la liberté et les droits de l'homme sont respectés par toutes les nations ». Cette vision d'un monde apaisé se retrouve aussi dans la pensée de l'Américain Francis Fukuyama. Dans un article publié au début de l'année 89 sur la fin de l'Histoire considérée au sens hégélien, il affirme que le triomphe de la démocratie libérale constitue le point d'aboutissement de l'évolution idéologique de l'humanité. La démocratie et l'économie de marché sont devenues les seules solutions pour l'avenir des sociétés modernes. C'est sur ce modèle que les relations internationales sont selon lui en train de se structurer. La disparition de l'URSS, l'effondrement de l'empire soviétique et la fin de l'affrontement Est/Ouest ont eu pour effet de libérer les Etats-Unis des lourdes contraintes que faisaient peser sur eux la nécessité de maintenir l'équilibre entre les deux blocs. Dotés de la puissance militaire, de la puissance économique, de la capacité à produire et à diffuser de l'information en direction de l'opinion mondiale, les Etats-Unis font effectivement figure d'hyperpuissance. La conjoncture internationale nouvelle conjuguée à cette position hégémonique sont l'occasion pour l'Amérique d'imposer au monde un projet d'ordre international fondé sur les valeurs essentielles et indissociables de la démocratie libérale et du capitalisme, seules capables d'apporter la paix, la sécurité et la prospérité aux habitants de la planète. En réalité, le rêve américain d'un système de relations internationales

fondé sur le respect des principes démocratiques émerge à l'issue de la Première Guerre mondiale, lorsque dans une déclaration devant le Congrès des Etats-Unis, le 8 janvier 1918, le président démocrate W. Wilson expose son plan de paix pour le monde en « Quatorze points ». A la fin de la Seconde Guerre Mondiale, la volonté d'éviter un nouveau cataclysme est si forte qu'elle permet au président démocrate Roosevelt de reprendre les idées wilsoniennes tout en tirant les leçons de l'échec de la SDN. Le 26 janvier 1945, 51 Etats signent donc une charte des Nations Unies qui se donne pour objectif le maintien de la paix, la préservation des droits de l'homme et le progrès économique et social. Cependant les dissensions entre les Etats-Unis et l'URSS, leurs deux volontés impérialistes et l'irréductible opposition de leurs choix politiques, économiques et sociaux empêchent la réussite de ce projet et imposent dès 1947 un ordre international fondé sur la bipolarisation et la « guerre froide ». Le plan proposé par G. Bush est accueilli très favorablement par une opinion publique occidentale qui espère en la paix. Il obtient le soutien mais mesuré des alliés de l'Amérique. Dans les premières années qui suivent la fin de la guerre froide, on peut croire que les Etats-Unis vont mener à bien leur mission de gendarme du monde et promouvoir le respect des institutions internationales et du droit. L'Amérique a désormais les mains libres pour faire cesser le conflit israélo-palestinien. A la même époque, les Etats - Unis interviennent aussi pour ramener la paix en ex - Yougoslavie. Alors que ce pays s'entre déchire dans une guerre civile qui oppose notamment les Serbes aux Croates et aux Musulmans de Bosnie. Cependant, l'ONU s'avère incapable d'agir de façon efficace. Les Etats-Unis commencent alors à penser que vouloir établir un ordre mondial en s'appuyant sur l'ONU et en tenant compte de règles multilatérales est impossible. Toutefois c'est l'intervention américaine en Somalie (1993) qui porte le coup le plus rude aux ambitions de la pax americana. Justifiée par le combat contre la faim et l'anarchie qui règne dans ce pays, l'opération « rendre l'espoir » est décidée par le président Bush puis confirmée par son successeur à la Maison blanche Bill Clinton. L'objectif est de démontrer que les Etats-Unis, accusés d'avoir uniquement défendus leurs intérêts pétroliers dans la guerre du Golfe, peuvent aussi mettre leur puissance technologique et leurs richesses au service des déshérités et des malheureux. Cette intervention tourne rapidement au fiasco.

Les Etats-Unis décident d'adopter un autre mode de gestion des grands problèmes internationaux, un mode de gestion unilatéral. L'unilatéralisme c'est à dire la tendance à agir dans le monde en dehors du cadre réglementaire défini par la communauté internationale devient, en effet la règle pour le gouvernement américain. Les Etats-Unis agissent avec bonne conscience dans la mesure où ils estiment que les valeurs qui sont les leurs sont les seules qui peuvent sauver l'humanité. Cette évolution de la diplomatie américaine est sensible dès la présidence de Bill Clinton. Le monde est désormais un espace global dominé par les États-Unis, puissance " impériale " chargée d'étendre à la surface du monde l'économie de marché et la démocratie, valeurs emblématiques de la civilisation américaine. Ce discours va impliquer l'instrumentalisation du droit international et l'utilisation de la politique

étrangère du gouvernement américain pour satisfaire les ambitions économiques des Etats-Unis. L'élection de Georges W. Bush et le 11 septembre 2001 accentuent encore l'évolution américaine vers l'unilatéralisme et l'affirmation brutale de la puissance. L'élection de G. W. BUSH en janvier 2001 s'est faite sur un programme unilatéraliste : l'Amérique d'abord. Le rejet des Nations Unies a été un thème constant de la campagne électorale républicaine. Une fois installée au pouvoir, l'équipe de G.W. Bush ne considère pas que les engagements pris auparavant –notamment par l'équipe Clinton – soient encore valables. Pour eux, l'action des Etats-Unis doit s'exercer en fonction de leur seul intérêt national, stricto sensu. Washington doit chercher à utiliser au maximum ses avantages momentanés dans le cadre d'un ordre mondial dont les Etats-Unis tiennent les rênes. De plus, l'administration Bush instaure un nouveau concept : la guerre préventive. Il s'agit de légitimer la destruction d'une menace qui ne s'est pas encore matérialisée. Ce programme unilatéraliste conduit d'abord les EU à changer leur attitude envers les grands organismes internationaux. Le gouvernement Bush ne considère plus l'Organisation des Nations Unies (O.N.U.) comme un instrument utile pour la préservation de la sécurité et des intérêts américains. Désormais, les Etats-Unis refusent non seulement de ratifier les grands accords internationaux signés par la précédente administration (celui de Kyoto 1997, celui de la Haye 2000...) mais aussi de se lier par un autre traité de ce type. Les Américains refusent de même toute espèce de coopération directe avec les Nations-Unies. La présidence de G. W. Bush est aussi un tournant dans les relations de Washington avec ses alliés les plus proches depuis 1945 : les Etats-Unis sont maintenant convaincus qu'il faut mettre en place une sorte de répartition des rôles et des tâches. Ils doivent contrôler entièrement toutes les actions qui concernent leur sécurité nationale. Les alliés ne peuvent servir qu'autant qu'ils sont, d'abord, inconditionnellement d'accord, ensuite, capables d'apporter une contribution significative, une contribution qui ne peut arriver qu'en deuxième ou troisième niveau. En fait, les alliés et l'OTAN ne pourront jouer un rôle que pour autant qu'ils seront disposés à suivre la stratégie américaine. Cette volonté de l'administration Bush de s'opposer à toute forme de coopération internationale n'a fait que s'amplifier depuis le 11 septembre 2001. Bien plus, le gouvernement américain a trouvé dans les attentats, une justification supplémentaire de son interventionnisme et de son unilatéralisme. L'exemple le plus frappant de ce choix politique est sans doute la deuxième guerre contre l'Irak en 2003: l'intervention militaire américaine se fait au mépris du droit international, sans tenir compte de l'avis d'alliés importants (France, Allemagne). Ce conflit est aussi un excellent exemple de l'application du concept de guerre préventive. Les États-Unis envahissent l'Irak pour détruire une menace: la possible utilisation d'armes de destruction massive par Saddam Hussein. Cette présence d'armes est fictive (elles ont été détruites au cours des années 90). La présidence OBAMA n'a pas changé fondamentalement la politique étrangère des Etats unis .

Si la fin de la « guerre froide » a fait des Etats-Unis une hyperpuissance, elle a aussi permis l'affirmation d'autres pôles de puissance, dont l'émergence a,

pour certains d'entre eux, débuté dans les années 70. Il y a en premier lieu les puissances de l'Asie du Sud et du Sud -Est : Cette région comprend trois grandes puissances potentielles : le Japon, l'Inde et la Chine. Le Japon, deuxième économie du monde n'est pas une puissance globale notamment parce qu'il confie le soin de sa sécurité aux Etats-Unis et parce que sa constitution de 1947 lui interdit quasiment toute initiative militaire. Aujourd'hui le Japon cherche à renforcer son rôle sur la scène internationale : il veut être membre permanent du conseil de sécurité et depuis 1992 il permet à son armée de participer à des opérations de maintien de la paix de l'ONU. Toutefois la tutelle américaine reste très présente: c'est sous la pression des Etats-Unis, que la Chambre basse japonaise a autorisé l'envoi de troupes en Irak pour des missions non combattantes (2003). La Chine et l'Inde sont deux pays du Tiers Monde qui, dès avant la chute du mur, jouaient déjà un rôle non négligeable sur la scène internationale. Leurs atouts (superficie, dynamisme économique, poids démographique, richesses naturelles, puissance nucléaire...) en feront peut-être de futures superpuissances, capables de rivaliser avec les Etats-Unis. De ces deux Etats, la Chine est la seule engagée dans un effort de modernisation de ses armées visant à répondre à une menace américaine. Pékin dispose aussi d'un plus grand nombre d'atouts. Membre permanent du Conseil de Sécurité, la Chine est la deuxième économie du monde et connaît un essor exceptionnel (8% de croissance annuelle moyenne du PIB depuis 1990). Cette prospérité est due à une orientation résolue vers l'économie de marché commencée en 1978, confirmée en 1992 avec l'introduction du concept "d'économie socialiste de marché". Atelier du monde , la Chine remonte aujourd'hui la chaîne de la valeur ajoutée tandis que ses entreprises deviennent d'importantes multinationales . La Chine est avec la Russie et les Etats-Unis un des trois seuls pays à être capable d'envoyer des hommes dans l'espace (octobre 2003 lancement de Shenzhou V). L'émergence de la puissance chinoise est donc une donnée géopolitique majeure en ce début de XXI^e siècle.

L'Inde, l'autre géant asiatique reste une puissance militaire et économique relativement modeste . En outre, la fin de la Guerre Froide a marginalisé le mouvement des non-alignés, ce qui a affaibli son influence sur la scène internationale. Pour s'adapter au "nouvel ordre mondial" et en être un acteur majeur, l'Inde cherche d'abord à rattraper son retard économique et à s'intégrer à la mondialisation. C'est pourquoi elle a amélioré ses relations avec les Etats-Unis qui sont devenus avec le virage libéral de l'économie indienne (1991) le premier investisseur et le premier partenaire commercial du pays.

Il faut aussi citer la Russie . Après l'éclatement de l'URSS en 1991, la Russie garde en héritage les principaux attributs qui ont fait la puissance soviétique (richesses naturelles, forces militaires, puissance nucléaire, siège de membre permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU...). Cependant la Russie est fragile, son état est en recomposition. La corruption et la mafia gangrènent le système productif et l'administration, la société est de plus en plus inégalitaire. Les séparatismes régionaux s'accroissent conduisant à des guerres coûteuses

(Tchéchénie) et à des vagues d'attentats terroristes contre le pouvoir russe. L'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine en mars 2000 amène une relative stabilisation, des réformes sont mises en oeuvre dont beaucoup d'experts soulignent l'efficacité relative, l'état de l'économie russe s'améliore. La Russie est dans l'obligation de se rapprocher des Etats-Unis et de l'Europe afin d'obtenir un soutien financier indispensable aux réformes économiques et sociales et afin d'avoir les mains libres en Tchéchénie. Le Kremlin est donc contraint à des concessions : il doit accepter l'extension de l'OTAN vers l'Europe de l'Est à partir de 1997, l'installation de bases militaires US dans cette région et dans l'ancienne Asie centrale soviétique... Ces avancées de l'impérialisme américain illustrent le recul de la puissance russe et sont vécus comme une humiliation par une partie de l'opinion et des responsables politiques nostalgiques de l'empire soviétique.

L'Union européenne aussi . Le développement de l'Europe communautaire est l'une des évolutions marquantes des relations internationales des cinquante dernières années. L'histoire de sa construction est une histoire mouvementée faite de blocages et de tentatives de relances. Aujourd'hui cependant grâce à ses élargissements et approfondissements successifs l'Europe communautaire est devenue l'Union Européenne, une entité politique forte de 25 pays. Peut-on dire pour autant qu'elle est aujourd'hui une puissance influente capable d'indépendance vis-à-vis des Etats-Unis? L'Union européenne possède la puissance économique, commerciale, culturelle et démographique. Depuis la mise en circulation de l'Euro, elle est une puissance monétaire. Toutefois il manque à la construction européenne une véritable dimension militaire, politique et diplomatique. Pour expliquer cette carence, il est bon de rappeler que le projet européen s'est longtemps limité à des aspects économiques et que la plupart des pays du Vieux continent ont choisi la tutelle diplomatique et militaire des Etats-Unis en confiant leur défense à l'OTAN, une organisation chargée de protéger le continent de la menace soviétique. La volonté de faire exister l'Europe sur la scène internationale ne s'impose que tardivement et progressivement. Ainsi en 1992 le traité de Maastricht donne naissance à une Union Européenne dotée d'une "politique étrangère et de sécurité commune" (PESC). En 1997, le traité d'Amsterdam crée un Haut Représentant pour la PESC. Aujourd'hui, la constitution européenne prévoit l'existence un "ministre européen des affaires étrangères" et le recours systématique au vote à la majorité qualifiée (sauf dans les domaines de la sécurité et de la défense qui restent soumis à la règle de l'unanimité). Malgré cette dizaine d'années d'effort de coopération, le bilan de la politique étrangère européenne reste maigre. L'existence de l'OTAN freine l'émergence d'une défense européenne commune tandis le problème des relations avec l'hyperpuissance américaine devient l'enjeu majeur dans l'affirmation d'une Europe autonome et influente sur la scène internationale comme l'a montré l'affaire irakienne.

L'adoption par Washington d'une politique étrangère de plus en plus unilatérale suscite une forte opposition. De la part des autres puissances et notamment de pays traditionnellement alliés aux EU. Cependant les dissensions nées lors de

la deuxième guerre d'Irak se sont apaisées .Aujourd'hui l'Occident s'est montré uni lors du printemps arabe. La défiance vis à vis des Etats –Unis se retrouve aussi en Amérique latine, pourtant une aire privilégiée de la puissance américaine. Dans le domaine commercial, certains pays du MERCOSUR avec comme tête de file le Brésil rechignent à signer un traité de libre échange avec les EU et préfèrent renforcer leur organisation régionale . Enfin l'islamisme est aussi un antiaméricanisme... .L'islamisme est un instrument de contestation anti-occidentale qui rejette surtout le modèle américain, ses valeurs libérales, son matérialisme, son impérialisme... La préoccupation des islamistes ne réside pas dans le développement d'une spiritualité. L'islamisme n'est pas une théologie mais une idéologie politico sociale. Son objectif est d'utiliser la religion afin de reprendre en main une société qui est en passe de s'occidentaliser. Les islamistes s'inspirent de la religion musulmane, de la tradition pour construire les bases d'une société nouvelle échappant aux influences étrangères. Pour y parvenir, ils préconisent une refonte totale de la société qui doit se soumettre à la loi islamique (la Charia). Pour certains islamistes, l'action terroriste est devenue un mode d'expression politique et ils visent en priorité l'Amérique comme l'ont montré les attentats du 11 septembre.

La multiplication des acteurs dans les relations internationales

À l'état figure traditionnelle des relations internationales est venu s'ajouter d'autres acteurs apparus plus récemment comme l'ONU et des entreprises multinationales .

L'Etat dont l'influence décline reste un acteur principal de la société internationale . Face à ces nouveaux défis, l'Etat semble affaibli. Il apparaît incapable d'apporter une réponse efficace aux menaces terroristes et environnementales, impuissant à préserver son autonomie ainsi que son intégrité territoriale. Pendant des siècles, l'Etat a été l'acteur principal sur la scène internationale. Cette suprématie de l'Etat date des traités de Westphalie (1648) qui ont défini un nouvel ordre européen . A cette date l'idée d'un Empire universel s'effondre et les traités reconnaissent implicitement la souveraineté des Etats . L'Etat se définit encore aujourd'hui comme une entité spatiale délimitée par des frontières sur laquelle vit un peuple et dont le gouvernement effectif est reconnu juridiquement au niveau international. Cependant , dans le monde actuel, cette définition est mise à rude épreuve. Les frontières ont aujourd'hui une très grande perméabilité. Avec l'essor des nouvelles technologies de communication notamment l'Internet et les satellites, l'Etat n'a plus les moyens de protéger son territoire des incursions étrangères. La circulation des informations sur Internet double tous les 100 jours. Parallèlement à la vitesse, le coût de la connexion s'est effondré. Les effets sont spectaculaires ; les idées circulent plus librement même entre les individus vivant sous un régime autoritaire. Toutefois les excès se multiplient (sites pédophiles, sites d'apologie du nazisme, du terrorisme, virus

informatique, piratage de données...). Le difficile contrôle d'Internet par les autorités publiques montre que le cadre étatique comme moyen de régulation ne correspond pas à la nature de ce vecteur d'informations. Cette absence de maîtrise est d'autant plus accentuée que le cyberspace se développe sans qu'existe une réglementation internationale. Quant aux flux migratoires, ils deviennent de plus en plus intenses. L'immigration s'est mondialisée en raison de l'accroissement des déséquilibres socio-économiques à l'échelle planétaire, de l'instabilité politique et des guerres civiles ou inter-étatiques. Ces phénomènes ajoutés aux progrès des moyens de communication incitent au départ les populations menacées. Les Etats ne parviennent plus malgré des législations sans cesse renforcées à assurer le contrôle de leurs frontières. Par ailleurs, ces flux génèrent une économie souterraine qui échappe au contrôle des pays d'accueil. La question du rôle actuel de l'Etat sur la scène internationale est aujourd'hui l'objet d'intenses débats. Pour certains, le déclin de l'Etat est inéluctable. Pour d'autres au contraire, l'Etat n'est ni mort, ni moribond car:

- les processus de déréglementation et de dérégulation qui favorisent la mondialisation sont voulus par les Etats eux-mêmes. C'est le cas de l'abaissement des tarifs douaniers décidé lors des accords du GATT.
- l'Etat aide à la compétitivité des entreprises installées sur son territoire en contribuant à l'effort de formation de la main d'œuvre, à la construction et à l'entretien des infrastructures de transport.
- si la mondialisation est source de contraintes, les Etats en tirent aussi profit ; la globalisation financière a accru les possibilités de financement de leurs déficits budgétaires.

De fait, plutôt qu'à un déclin irrémédiable de l'Etat, on assiste à une redéfinition de son rôle au sein des sociétés. L'Etat n'a pas disparu. Au contraire, le processus de mondialisation l'a renforcé en l'obligeant à se concentrer sur ses missions essentielles. A présent les fonctions de l'Etat sont donc d'attirer les capitaux et la main d'œuvre et de créer les conditions du développement économique des entreprises. L'Etat se doit d'être visionnaire. C'est à lui d'avoir des objectifs à long terme, d'anticiper, d'avoir une stratégie globale, de renseigner et aider les entreprises dans la conquête de nouveaux marchés. La stratégie économique a pris la place de la stratégie militaire. En revanche, l'Etat doit renoncer à ses missions les moins déterminantes et limiter ses interventions. Il doit aussi rester le garant de l'équité territoriale en corrigeant au besoin les inégalités spatiales de développement.

A côté des états il y a L'ONU qui connaît un certain renouveau : Le conseil de sécurité, dont l'action avait été largement entravée par les vetos systématiques des Etats -Unis et de l'URSS pendant la guerre froide peut fonctionner à nouveau à partir de la fin des années 80. En août 1988 les casques bleus reçoivent le prix Nobel de la paix pour leur action. Enfin les grandes puissances font une démonstration spectaculaire de leur cohésion lors de l'invasion par l'Irak du Koweït en août 1990. C'est en effet à l'unanimité que

le conseil de sécurité vote une résolution créant une force multinationale d'intervention. La première guerre contre l'Irak et son chef Saddam Hussein est donc une guerre au nom de l'ONU et elle rallie une large coalition, même si les principales troupes sont américaines. Mais aujourd'hui l'ONU est de nouveau une institution en crise et cette crise ne s'explique pas par la seule faute des Etats-Unis qui n'hésite pas à mener des guerres sans l'accord de la communauté internationale. C'est une institution fragile . Sa légitimité est discutable. Le conseil de sécurité qui est l'organe essentiel de décision comporte cinq membres permanents qui disposent du droit de veto et des membres élus qui n'ont qu'un vote simple. Cet équilibre reflète une configuration de forces issues de la victoire de 1945, il ne prend pas en compte l'affirmation de nouveaux pôles de puissance et il ne respecte pas le principe de l'égalité de la charte des Nations Unies. Il n'existe pas d'armée onusienne. En effet, la charte de San Francisco prenant acte de la souveraineté des Etats n'a pas prévu la création d'une armée permanente mais seulement la mise à disposition de contingents nationaux sous une direction internationale. De multiples tentatives ont été faites pour remédier à ce problème, en vain. Ses ressources financières sont précaires : L'ONU comme toute organisation inter étatique doit son financement aux Etats qui contribuent de manière proportionnelle à leur capacité. Plusieurs Etats se plaignent de payer trop comme les Etats -Unis et le Japon. Dans les années 1990, l'ONU a été au bord de la faillite. D'un côté, on a une explosion des opérations de maintien de la paix, de l'autre un non-paiement ou un retard de paiement des 2/3 des Etats. Aujourd'hui la situation s'est normalisée mais cela montre bien la fragilité de cette institution et pose la question de sa dépendance. Dans son action, l'Onu se heurte à la souveraineté des Etats. Le droit international actuel pose comme principe le respect de la souveraineté des Etats. La force légitime appartient à l'Etat. Toute opération de maintien de la paix se heurte donc à l'interdiction inscrite dans la charte d'ingérence dans les affaires d'un Etat or la plupart des conflits actuels sont des guerres civiles. Le droit d'ingérence humanitaire qui depuis 1990 permet de définir des couloirs humanitaires, ne rend possible que des actions très limitées. Pour imposer des règles aux Etats, il faudrait dépasser la souveraineté nationale, qui est encore la base du droit international. L'intervention en LYBIE risque de rester une exception.

On note l'apparition de nombreuses organisations régionales . La plupart des continents sont aujourd'hui structurés en alliances régionales inter étatiques comme le Mercosur (pays d'Amérique latine) ou ANASE (Association des nations de l'Asie du Sud Est), ou UNION AFRICAINE ou UNION EUROPEENNE. Ces associations ont pour le moment une dimension purement économique mais s'affirment comme des centres de pouvoir. Seule, l'Union Européenne apporte la preuve que l'intégration régionale peut-être une solution d'avenir .

Un autre acteur récent est la justice internationale, capable de traquer les criminels contre l'humanité par-delà les frontières. Fondée en 1998, la Cour Pénale Internationale (CPI) a pour lourde mission de juger les auteurs de

génocide, de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité. Cette institution est née à la suite d'autres tribunaux pénaux internationaux (TPI) chargés de juger les responsables de « purification ethnique » en Bosnie en 1992-1995 ou au Rwanda en 1994. Il est dommage que cette justice soit partielle et qu'elle défende surtout les intérêts occidentaux.

Enfin, les ONG qui sont de plus en plus étroitement associées au fonctionnement des organisations internationales. Ce sont d'ailleurs certaines ONG qui avec l'aide de l'ONU ont été à l'origine de la mise en place de la C.P.I.

Les sociétés transnationales ont elles des objectifs lucratifs. Elles peuvent avoir un poids économique énorme. Le chiffre d'affaires de Général Motors est largement supérieur au PNB de pays comme l'Arabie Saoudite ou la Turquie. Les dix plus grandes multinationales (pétrolières, automobiles, informatiques) ont un chiffre d'affaires supérieur au PNB de 164 Etats membres de l'ONU. De ce fait, ces firmes peuvent s'opposer aux Etats voir mettre des Etats sous leur dépendance. A titre d'exemple on peut rappeler la place qu'occupaient et qu'occupent encore certaines compagnies américaines dans la vie politique des Etats d'Amérique centrale. Aujourd'hui, les multinationales sont critiquées par les opposants à la mondialisation qui dénoncent leur attitude guidée essentiellement par la recherche du profit au détriment de l'intérêt des populations. Les relations entre les multinationales et les Etats sont complexes. Ces deux entités sont liées par la solidarité et la complémentarité. La réussite des entreprises dépend souvent de l'Etat : les chefs d'Etat n'hésitent pas à l'occasion de leurs déplacements internationaux à se comporter comme des représentants de commerce pour le compte des entreprises de leur pays.

Les individus (hormis «les grands hommes » politiques) ne sont pas habituellement considérés comme des acteurs primordiaux dans les relations internationales. Cependant aujourd'hui, ils exercent une influence de plus en plus importante sur les décisions prises par les Etats. Des figures morales (Rigoberta Menchu, Nelson Mandela) des stars de cinéma ou de la chanson en raison de leur charisme personnel parviennent à sensibiliser l'opinion publique internationale à un certain nombre de problèmes (droits de l'homme, conflits, apartheid en Afrique du sud). Par ailleurs, le charisme personnel d'un leader accroît fortement l'influence mondiale d'une organisation étatique ou non étatique. Le pape Jean Paul II, personnalité plus médiatique que ses prédécesseurs, a nettement accru l'influence de l'Eglise catholique. On assiste aujourd'hui à la naissance d'une opinion publique mondiale consciente des enjeux économiques et politiques de la mondialisation.

Les acteurs internationaux illégaux et illégitimes : Créées sur une base locale ou nationale, les mafias ont tendance aujourd'hui à développer leur action à l'échelle de la planète. C'est le cas de la Cosa Nostra sicilienne ou des Yakusas japonais qui ont constitué un réseau international. Une mafia fonde sa fortune sur le trafic de tous les produits dont la vente ou la production sont interdites par l'Etat et les grandes organisations internationales (drogues, êtres

humains). Certains pays apparaissent gangrenés par ces réseaux illicites : l'économie clandestine représenterait 40 % de l'économie russe. L'internationalisation a non seulement permis aux mafias de faire fortune grâce à divers trafics mais aussi de se mettre à l'abri de l'action coercitive de leur nation d'origine. La convention contre la criminalité signée en décembre 2000 par 124 gouvernements montre la prise de conscience des Etats ainsi que l'ampleur que revêt le développement de ce banditisme à travers le monde. Les attentats du 11 septembre ont révélé que des groupes politico-militaires s'étaient eux aussi organisés en réseaux internationaux clandestins et qu'ils pouvaient avoir un impact considérable sur la scène internationale.

Ainsi, la tentative de régulation proposée en 1991 par les Etats - Unis n' a pas abouti car elle a été initiée et dévoyée par une puissance hégémonique. Elle est contesté par des Etats et d'autres forces qui aujourd'hui affirment leur influence sur la scène internationale. Dès lors, sur une planète marquée par la mondialisation, par l'instabilité et par le désir d'une gouvernance globale émergent de nouvelles tendances. Elles donnent une configuration inédite aux relations internationales. C'est l'autre aspect du « nouvel ordre mondial ». La tâche est lourde car apparaissent des violences aux formes nouvelles. Certes les violences ont toujours existé, toutefois leur nature a évolué et l'espoir de les endiguer s'est estompé. Depuis 1966, et l'attaque d'un avion EL- Al sur l'aéroport d'Athènes par un commando palestinien, le terrorisme est lié dans les esprits à l'instabilité au Moyen Orient . Elle explique en effet 90% des attentats d'origine étrangère en Europe . Ce terrorisme a pris une dimension nouvelle à la fin des années 90 avec l'apparition de nouveaux courants islamistes. Ces mouvements radicaux réclament une stricte application des principes religieux de l'Islam, prônent « la guerre sainte contre l'Occident » et visent surtout les Etats - Unis. Le réseau terroriste al-Qaïda créé par Oussama Ben Laden, un milliardaire Saoudien appartient à cette mouvance. Il a développé une nouvelle forme de terrorisme international illustrée de façon spectaculaire et dramatique par les attentats du 11 septembre 2001. Dirigée contre les Américains mais aussi leurs alliés, ces tentatives de subversion par la violence ont mis en lumière la nécessité d'une lutte renforcée à l'échelle mondiale. Selon les politologues, la plupart des violences actuelles auraient comme fondement essentiel une revendication identitaire. La guerre civile qui a ensanglanté la Yougoslavie ou encore la guerre de Tchétchénie en sont des exemples frappants. Le terrorisme contemporain « vise à conforter un sentiment identitaire, donc un séparatisme qui repose sur l'appartenance ethnique .

L' accroissement des inégalités entre les nations

Le problème de l'inégal développement entre les nations n'est pas nouveau. Mais il est devenu aujourd'hui une des sources majeures d'instabilité dans le monde. Alors que depuis les années 60, la richesse s'est considérablement accrue sur Terre, les disparités économiques entre les peuples n'ont fait qu'augmenter. L'écart de revenu par habitant entre les pays industrialisés et

les pays en développement a plus que triplé entre 1960 et 2000. Sur plus de 6 milliards d'êtres humains, 2.8 milliards soit quasiment la moitié ont moins de 2 \$ en poche pour vivre chaque jour et 1/5^{ème} moins de 1\$. A l'inverse, les habitants des contrées les plus prospères qui ne représentent que 15 % de la population mondiale, consomment plus de la moitié de l'énergie vendue, possèdent 80 % des ordinateurs portables et constituent 90 % des utilisateurs d'internet. Le revenu moyen des 20 Etats les plus riches est 37 fois plus élevé que celui des 20 Etats les plus pauvres. Depuis peu de nouveaux problèmes s'ajoutent aux traditionnels obstacles socioéconomiques, démographiques et politiques entravant la marche des nations les plus démunies vers le développement. Ainsi la prolifération des maladies infectieuses notamment celle du sida est devenue un élément très préoccupant. L'épidémie menace l'espérance de vie de millions de personnes : deux millions de morts et 4 millions de personnes sont infectées par le virus chaque année en Afrique. Cette expansion de la maladie a de graves conséquences économiques car elle touche d'abord les jeunes et les adultes (15-49ans), c'est-à-dire les tranches d'âge les plus productives. Les économistes ont estimé que dans un pays où 8 % de la population est infectée, le PIB était aussitôt amputée de 0.4%. En Tanzanie et en Zambie, certaines entreprises ont calculé que le sida leur coûtait la moitié de leurs bénéfices. Le sida devient un danger majeur non seulement pour la croissance économique mais aussi pour la cohésion sociale et l'équilibre démographique des pays les plus touchés. Face à l'aggravation de la situation sanitaire, sociale et économique des pays les moins avancés, la communauté internationale reste divisée tandis que les aides publiques et privées sont en pleine régression.

Cependant , l'irruption des pays émergents montre que rien n'est perdu pour le tiers monde . Les «pays émergents» sont des pays dont le PIB par habitant est inférieur à celui des pays développés, mais qui connaissent une croissance économique rapide, et dont le niveau de vie ainsi que les structures économiques convergent vers ceux des pays développés. La liste des pays auxquels s'applique ce terme varie selon les sources et selon les époques. L'acronyme BRIC a été inventé pour désigner les quatre principaux pays émergents (Brésil, Russie, Inde, Chine) qui sont susceptibles de jouer un rôle de premier plan dans l'économie mondiale dans un futur plus ou moins proche. Il existe des variantes à cet acronyme, dont BRICS, qui s'est imposé depuis 2011 avec l'ajout de l'Afrique du Sud qui participe désormais aux sommets regroupant ces pays². On parle parfois aussi de BRICM en prenant en compte le Mexique ou de BRICI avec l'Indonésie. De nombreux géographes et économistes dénie l'appellation de pays émergent à la Russie. De même pour les pays dits en transition, qui ne sont pas réputés être en position d'émergence et qui font partie de l'hémisphère Nord. Le concept de « pays émergents » apparaît dans les années 1980 avec le développement des marchés boursiers dans les pays en développement. Le premier à utiliser le terme « marchés émergents » en 1981 est Antoine van Agtmael, économiste néerlandais à la Société financière internationale, pour parler de pays en développement offrant des opportunités pour les investisseurs³. Parmi les

critères de définition, les changements structurels sont souvent cités : rénovation juridique et institutionnelle, passage d'un type de production agraire à un type industriel, ouverture au marché mondial des produits et services et aux flux internationaux de capitaux. Il s'ensuit que la définition des «pays émergents» (ou "économies émergentes") reste assez floue. On retient généralement que les pays émergents sont les pays en développement qui ne font pas partie des pays les moins avancés. La définition est parfois réduite à celle de nouveaux pays industrialisés. On notera dans cette acception les premiers de ces pays - à savoir les quatre dragons asiatiques- ne peuvent plus être qualifiés d'"émergents" : ils ont successivement "émergé" dès la fin des années 1980. L'appartenance à ce groupe n'est pas figée : la Corée du Sud, Singapour ou Taiwan, anciens pays émergents, font désormais partie du groupe des pays développés (bien que quelquefois encore classés comme "marchés émergents" pour certaines considérations financières). D'un côté, la situation de pays comme l'Argentine, ancien pays "riche", de l'autre la situation très hétéroclite des pays dits "du Sud" ne contribuent pas à éclaircir de manière simple le concept d' « émergence », beaucoup de pays émergents étant confrontés à de l'instabilité financière (ainsi l'effet Tequila du Mexique qui révèle que lorsqu'un pays émergent subit une crise économique, les autres émergents sont soumis à des retraits de capitaux)⁴. À partir des années 2000 et surtout la Crise économique de 2008-2010, un possible découplage entre les pays développés et les pays émergents (notamment les BRICS) est évoqué : les taux de croissance de ces derniers et leur balance des paiements laissent croire qu'ils peuvent vivre indépendamment des pays développés. Les pays émergents dans leur ensemble connaissent un accroissement de leur revenu par habitant et donc de l'augmentation de leur part dans le revenu mondial. Ils se caractérisent par leur intégration rapide à l'économie mondiale d'un point de vue commercial (exportations importantes) et financier (ouverture des marchés financiers aux capitaux extérieurs). Ainsi, ces pays investissent de plus en plus à l'étranger : 117 milliards de dollars en 2005, soit 17 % du total mondial contre 10 % en 1982⁵. Remarquable exemple : Taiwan est le premier investisseur étranger en Chine.

La mondialisation

Depuis le début des années 1990, la « mondialisation » désigne une nouvelle phase dans l'intégration planétaire des phénomènes économiques, financiers, écologiques et culturels. Un examen attentif montre que ce phénomène n'est ni linéaire ni irréversible. Avant, les événements qui se déroulaient dans le monde n'étaient pas liés entre eux. Depuis, ils sont tous dépendants les uns des autres. La mondialisation, cette création d'un espace mondial interdépendant, n'est donc pas nouvelle. Certains la font même remonter à la diffusion de l'espèce humaine sur la planète... Dès l'Empire romain, une première mondialisation s'est organisée autour de la Méditerranée. Mais il faut attendre le XVe siècle, pour que l'on observe une connexion entre les

différentes sociétés de la Terre et la mise en place de cette « économie-monde » décrite par l'historien Fernand Braudel . Une mondialisation centrée sur l'Atlantique culmine au XIXe siècle : entre 1870 et 1914 naît un espace mondial des échanges comparable dans son ampleur à la séquence actuelle. Ouverture de nouvelles routes maritimes, avec le percement des canaux de Suez et de Panama, doublement de la flotte marchande mondiale et extension du chemin de fer, multiplication par 6 des échanges, déversement dans le monde de 50 millions d'Européens, qui peuplent de nouvelles terres et annexent d'immenses empires coloniaux. La naissance de la mondialisation telle que nous la connaissons aujourd'hui a commencé il y a un siècle et demi. Mais le processus n'est pas linéaire : la Première Guerre mondiale puis la grande dépression des années 1930 suscitent la montée des nationalismes étatiques, une fragmentation des marchés, le grand retour du protectionnisme. La mondialisation n'est plus à l'ordre du jour jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. La guerre froide et la constitution des blocs figent ensuite le monde pendant près d'un demi-siècle. Pourtant, la mondialisation actuelle est déjà en train de se mettre en place. On la définit comme « l'abolition de l'espace mondial sous l'emprise d'une généralisation du capitalisme, avec le démantèlement des frontières physiques et réglementaires ». Selon l'OCDE, elle recouvre trois étapes :

- L'internationalisation, c'est-à-dire le développement des flux d'exportation ;
- La trans nationalisation, qui est l'essor des flux d'investissement et des implantations à l'étranger ;
- La globalisation, avec la mise en place de réseaux mondiaux de production et d'information, notamment les NTIC (nouvelles technologies d'information et de communication).

La mondialisation actuelle, ce processus géohistorique d'extension progressive du capitalisme à l'échelle planétaire , est à la fois une idéologie – le libéralisme –, une monnaie – le dollar –, un outil – le capitalisme –, un système politique – la démocratie –, une langue – l'anglais. A chaque phase de mondialisation, on retrouve les mêmes constantes : révolution des transports et des moyens de communication, rôle stratégique des innovations (les armes à feu au XVe siècle, la conteneurisation après la Seconde Guerre mondiale, Internet depuis les années 1990), rôle essentiel des Etats mais aussi des acteurs privés, depuis le capitalisme marchand de la bourgeoisie conquérante à la Renaissance jusqu'aux firmes transnationales et aux ONG aujourd'hui. La mondialisation actuelle est d'abord et avant tout une globalisation financière, avec la création d'un marché planétaire des capitaux et la multiplication des fonds spéculatifs. La fin de la régulation étatique qui avait été mise en place juste après la Seconde Guerre mondiale s'est produite en trois étapes : d'abord, la déréglementation, c'est-à-dire la disparition en 1971 du système des parités stables entre les monnaies, qui se mettent à flotter au gré de l'offre et de la demande ; ensuite, la désintermédiation, possibilité pour les emprunteurs

privés de se financer directement sur les marchés financiers sans avoir recours au crédit bancaire ; enfin, le décloisonnement des marchés ont favorisé ce phénomène. Les frontières qui compartimentaient les différents métiers de la finance sont abolies, permettant aux opérateurs de jouer avec de multiples instruments financiers. Grâce aux liaisons par satellite, à l'informatique et à Internet, la mondialisation se traduit par l'instantanéité des transferts de capitaux d'une place bancaire à une autre en fonction des perspectives de profit à court terme. Les places boursières du monde étant interconnectées, le marché de la finance ne dort jamais. Une économie virtuelle est née, déconnectée du système productif : au gré des variations des taux d'intérêt des monnaies et des perspectives de rémunération du capital, la rentabilité financière des placements devient plus importante que la fonction productive. Les investisseurs peuvent choisir de liquider une entreprise, de licencier ses salariés et de vendre ses actifs pour rémunérer rapidement les actionnaires. Comment en est-on arrivé là ? Le tournant décisif se produit dans les années 1980. En 1979, l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan aux Etats-Unis et de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne ont signifié l'avènement des doctrines libérales. La même année, le Sénégal inaugure le premier « plan d'ajustement structurel » : la crise de la dette vient de commencer pour les pays en développement, obligés d'adopter des « stratégies de développement favorable au marché ». Un transfert s'est opéré de la sphère nationale à la sphère mondiale. La mondialisation enfin atteint aussi le domaine de la culture. Le principe libéral, qui la sous tend, vise à l'universalité, en d'autres termes, au refus de la différence culturelle (même s'il s'en accomode dans le discours officiel). Son fondement repose, - d'une part, sur l'individualisme et l'indépendance absolue des individus, d'autre part, sur la primauté de l'économique et du marché. La culture est donc devenue un enjeu central des relations internationales et fait l'objet de controverses autour de l'exception (ou de la diversité) culturelle, protectrice des cultures nationales et régionales, menacées par l'hégémonisme culturel américain. La mutation du monde s'est accélérée.

L'avènement d'une conscience écologique

Le début des années 1970 marque un tournant dans la prise de conscience environnementale, tant au niveau national qu'international. La fin des Trente Glorieuses est concomitante au premier choc pétrolier et à l'émergence d'un chômage de masse. Le modèle de société qui avait prévalu depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale dans les pays occidentaux est largement remis en question. À la suite du mouvement de la Beat Generation et des groupements pacifistes, le modèle productif des sociétés industrielles est remis en question. Une sensibilisation plus grande aux problématiques environnementales voit alors le jour. En 1971, sont créées deux des plus grandes organisations non gouvernementales agissant dans le domaine de la protection de la nature, Greenpeace et le World Wide Fund (WWF). En 1972, est publié le rapport du

Club de Rome The limits to growth (improprement traduit en français Halte à la croissance). Ce rapport publié sous l'autorité de Dennis Meadows et du prestigieux Massachusetts Institute of Technology, annonçait qu'en ne maîtrisant pas leur développement et croissance économiques, les grandes puissances industrialisées entraîneraient un épuisement des réserves mondiales (de pétrole et de gaz) à l'orée des années 1990. La même année est fondé le Programme des Nations unies pour l'environnement chargé de coordonner les actions devant être mises en place afin de sauvegarder l'environnement naturel. Les catastrophes écologiques ont beaucoup participé à la prise de conscience environnementale. Le processus a été initié dès la fin des années 1960 avec la multiplication des marées noires (Torrey Canyon en 1967, Amoco Cadiz en 1978, Exxon Valdez en 1989, Erika en 1999 ou encore Prestige en 2002). Les avaries ou accidents mettant en cause des pétroliers ne sont pas les seules catastrophes à avoir contribué à une plus grande sensibilisation des individus. Si les nombreuses crises environnementales de ces dernières décennies ont contribué à une prise de conscience sur la fragilité des écosystèmes, celle-ci s'est faite par phases et n'a pas encore véritablement conduit à un changement des modes de vie. En 1988, dans son célèbre classement le magazine américain Time a désigné la Terre comme « homme de l'année » soulignant sa fragilité alors que les débats se concentraient sur le trou de la couche d'ozone. Pour autant, la prise de conscience dans les pays industrialisés restait relativement faible. La multiplication des catastrophes naturelles ou industrielles contribua à l'évolution des catastrophe de Tchernobyl, liée à l'explosion d'un réacteur nucléaire, a souligné la dangerosité de cette technologie quand elle n'est pas strictement encadrée. Enfin des catastrophes comme celle de Bhopal (en 1984) où un nuage toxique a survolé une région de l'Inde ou Seveso ont montré la dangerosité des activités industrielles. Plus récemment de grandes catastrophes climatiques ont rappelé la vulnérabilité des pays industrialisés comme des États en développement. En 2005, les États-Unis ont été frappés par l'ouragan Katrina qui a ravagé la Nouvelle-Orléans. Cet événement a eu une importance considérable montrant que la plus grande puissance du monde n'était pas à l'abri des phénomènes climatiques. En France la canicule de 2003, qui a provoqué la mort de 15000 personnes, aura exercé le même effet sur les consciences, sans modifier pour autant les comportements. Le début du XXIe siècle a constitué un nouveau tournant dans la prise de conscience internationale en matière environnementale. Les travaux du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) ont beaucoup contribué à l'évolution des consciences, à défaut des comportements. La certitude du réchauffement climatique pour les prochaines décennies apparaît désormais évidente. En attribuant le prix Nobel de la paix 2007 au GIEC, conjointement avec l'ancien candidat à la Maison Blanche converti à la cause environnementale Al Gore, l'Académie de Stockholm a souligné sa volonté de rappeler l'urgence à relever les défis liés aux crises environnementales présentes et futures. Les prochaines années et décennies pourraient voir une multiplication des phénomènes extrêmes comme les canicules, les sécheresses et autres cyclones. Début 2008, le Vatican est également intervenu sur les

questions environnementales. De manière symbolique, Monseigneur G. Girotti, régent de la Pénitence apostolique, a défini de nouveaux péchés, contre lesquels l'Église catholique appelle à lutter, parmi lesquels, la pollution. Désormais, la pollution, par les conséquences qu'elle implique pour l'ensemble de la communauté humaine, est dénoncée et doit être combattue par les catholiques au même titre que les autres péchés. Cette prise de conscience a engendré l'expression sustainable development, traduite de l'anglais par « développement durable », qui apparaît pour la première fois en 1980 dans la Stratégie mondiale de la conservation, une publication de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Quelques années plus tard, elle se répandra dans la foulée de la publication, en 1987, du rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, Notre avenir à tous (aussi appelé rapport Brundtland, du nom de la présidente de la commission, Mme Gro Harlem Brundtland). C'est de ce rapport qu'est extraite la définition reconnue aujourd'hui : « Un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. » Le développement durable s'entend donc d'« un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Le développement durable s'appuie sur une vision à long terme qui prend en compte le caractère indissociable des dimensions environnementale, sociale et économique des activités de développement. » Il a pour objectif de repenser les rapports qu'entretiennent les êtres humains entre eux et avec la nature est une aspiration que partage un nombre grandissant de femmes et d'hommes. Ils posent un regard critique sur un mode de développement qui, trop souvent, porte atteinte à l'environnement et relègue la majorité de l'humanité dans la pauvreté. Le développement durable est issu de cette idée que tout ne peut pas continuer comme avant, qu'il faut remédier aux insuffisances d'un modèle de développement axé sur la seule croissance économique en reconsidérant nos façons de faire compte tenu de nouvelles priorités.

Je voudrais terminer autour de trois idées :

- L'analyse des réalités de la vie internationale met en évidence un jeu éminemment complexe. Il est difficile de conclure de façon certaine sur les évolutions en cours. Cependant la multiplication des acteurs est aujourd'hui un phénomène incontournable. L'Etat doit repenser sa place et son action en politique étrangère. Cette articulation entre le rôle de l'Etat et celui des autres acteurs est un enjeu primordial.

- Il faut une nouvelle gouvernance mondiale à notre planète . Depuis trop longtemps l'Occident agit à sa guise dans le domaine international. Jusqu'au début des années quatre-vingt-dix, la question de la gouvernance mondiale n'était pas posée. Le terme utilisé était celui d'interdépendance pour définir la gestion des relations entre États. Dans le contexte de l'après-guerre froide, une nouvelle vision apparaît au cours de la décennie, à partir d'un ensemble d'interrogations .Une nouvelle « gouvernance mondiale » est nécessaire du

fait d'une crise de la gouvernabilité au niveau supranational. La notion de « gouvernance mondiale » met donc l'accent sur l'émergence de nouvelles formes de régulation, l'apparition de nouveaux protagonistes des affaires mondiales. L'idée de gouvernance mondiale, imposée par le courant « transnationaliste », se distingue donc nettement de l'idée classique du gouvernement, car elle dénonce le modèle étatique, qui confie aux seules autorités politiques la responsabilité de la gestion des affaires publiques. S'inscrivant dans l'esprit du néo-libéralisme économique, elle affirme la supériorité de la gestion managériale privée sur le gouvernement public, elle prône un dessaisissement par les États de leurs attributions en matière notamment sociale et de droits de l'homme. Sans aller jusque là la modification des rapports de force dans le monde exige une autre gouvernance.

● Je ne pourrai pas terminer sans parler de la Guadeloupe dans ce village global. Malgré notre petitesse nous sommes aussi touchés par l'impact des relations internationales . Du fait de notre colonisation nous sommes dans une situation de grande ambiguïté . Nos voisins nous regardent avec suspicion et font semblant de coopérer contraints par l'Europe qui promet des aides financières. Cette situation n'est plus tenable . La question se pose pour nous de savoir comment nous situer dans ce monde d'une grande complexité. Rester dans sa région et défendre nos intérêts nous paraissent les deux objectifs à réaliser .

JE VOUS REMERCIE.